

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**
N. 65

RISOLUZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELL'ATLANTICO DEL NORD

Risoluzione n. 280
sul nuovo concetto strategico dell'Alleanza (*)

Annunziata il 20 dicembre 1998

L'ASSEMBLÉE,

1. Se félicitant de l'intention de l'Alliance atlantique de présenter aux chefs d'Etat et de gouvernement, à leur prochain Sommet, en avril 1999, un Concept stratégique actualisé reconnaissant les changements radicaux qui se sont produits dans le contexte de la sécurité depuis 1991;

2. Guidée par la vision de l'OTAN du XXI^e siècle comme une alliance politico-militaire durable entre Etats souverains dont l'objectif est de recourir à la force et à la diplomatie pour assurer la défense collective et la promotion de la sécurité des Alliés, des valeurs démocratiques, du règne du droit et de la paix;

(*) Présentée par la Commission de la défense et de la sécurité.

3. Ayant présent à l'esprit que le futur Concept stratégique doit refléter la transformation progressive de l'OTAN d'une alliance défensive, qui devait faire face à la menace d'attaques massives d'armées de blindés et de flottes de bombardiers et assurer la dissuasion devant une telle menace, en une organisation de sécurité en expansion, qui doit – outre sa fonction essentielle de défense de l'Alliance, qui subsiste – s'occuper en liaison constante avec le Conseil de sécurité de l'ONU de toute une série de dangers et de risques, tels que des conflits de faible intensité à la périphérie de l'Europe, ainsi que de crises ailleurs qui, bien qu'éloignées, pourraient tôt ou tard connaître une escalade et affecter ainsi la sécurité de certains alliés ou de l'Alliance dans son ensemble;

4. Consciente du fait qu'une nouvelle OTAN, ancrée dans un système d'institutions interdépendantes, devra, de plus en plus, assumer des responsabilités concernant la sécurité et la stabilité en Europe;

5. Déterminée à sauvegarder la liberté, le patrimoine commun et la civilisation des peuples de ses pays membres, fondés sur les principes de démocratie, de liberté individuelle et de primauté du droit, et à promouvoir la stabilité et le bien-être dans la zone nord-atlantique;

6. Convaincue que l'OTAN ne jouera ses rôles essentiels susmentionnés d'alliance militaire qui a la capacité d'assurer la paix en Europe et dans les régions adjacentes et qui élabore, en outre, une nouvelle doctrine de dissuasion contre les conflits de faible envergure, la violence interne, le terrorisme et les génocides, que si la coopération étroite entre l'Europe et l'Amérique du Nord se poursuit;

7. Reconnaissant que les Européens devraient assurément jouer un rôle plus important au sein de l'Alliance, notamment en procédant à un rééquilibrage progressif des responsabilités entre l'Europe et l'Amérique du Nord au sein des structures de commandement de l'Organisation;

8. Espérant que la Russie acceptera, le plus rapidement possible, ce rôle stabilisateur de l'OTAN dans l'architecture de sécurité européenne, architecture qui présente pour Moscou un si grand intérêt qu'elle dissipera toutes les réserves qui sont profondément enracinées en elle et qu'elle participera pleinement à d'autres activités internationales de soutien de la paix, après l'exemple encourageant de la SFOR et la récente mission de vérification de l'OSCE au Kosovo;

9. INVITE INSTAMMENT les gouvernements et les parlements des pays membres de l'Alliance atlantique ainsi que les quartiers généraux de l'OTAN:

a) à refléter dans le nouveau Concept stratégique de l'Alliance les bouleversements survenus depuis 1991 en Europe, qui ont fortement atténué les risques directs qui pouvaient peser sur la sécurité de l'Alliance tout en faisant place à des risques d'une autre nature pour la sécurité collective;

b) à faire en sorte que le développement de l'IESD (Identité européenne de sécurité et de défense) au sein de l'OTAN ne conduise pas à un chevauchement de structures et d'activités et à un gaspillage de ressources limitées, mais soit axé sur l'objectif du renforcement du partenariat transatlantique, en encourageant les Européens à évaluer leurs besoins spécifiques en matière de sécurité et en permettant à tous les partenaires européens d'apporter une contribution militaire plus cohérente et plus efficace aux missions et aux opérations multinationales;

c) à indiquer clairement que des actions de l'OTAN ne seront pas seulement envisagées dans le cas de conflits mettant directement en jeu les intérêts de sécurité de membres de l'Alliance, mais seront aussi envisagées pour protéger des vies humaines, mettre fin à des génocides, arrêter des massacres et traduire en justice les responsables d'atrocités lorsque de telles actions seront nécessaires pour prévenir l'émergence de menaces directes à l'encontre des intérêts de sécurité de membres de l'OTAN;

d) à veiller à ce que la stratégie et le dispositif de forces de l'OTAN, tout en étant adaptés à la défense collective, reflètent l'objectif de projeter la sécurité et la stabilité dans toute l'Europe en coopération avec d'autres pays européens avec lesquels l'OTAN élabore actuellement un nouveau partenariat pour la paix et la sécurité;

e) à armer et à structurer les forces de l'OTAN de manière que non seulement celles-ci soient capables de remplir leurs missions de combat avec rapidité et efficacité, mais aussi que, grâce à une supériorité militaire visible, à une solidarité internationale crédible et à une détermi-

nation politique, se manifeste un effet de dissuasion qui découragera les agresseurs, les groupes terroristes et les organisations criminelles de poursuivre leurs actions;

f) à lancer une initiative technologique concertée ayant pour but de déterminer quels besoins particuliers seraient nécessaires, dans le cadre du processus annuel de planification de la défense de l'OTAN, pour identifier les technologies en cours de développement susceptibles d'avoir des effets importants, positifs ou négatifs, sur la future capacité des forces alliées à combattre et travailler ensemble;

g) à équiper et à entraîner les troupes de façon à éviter, par tous les moyens, dans les opérations d'imposition de la paix, qu'il y ait des victimes civiles et des dommages

collatéraux, et que, dans les opérations de maintien de la paix, la coopération entre civils et militaires soit considérée comme l'élément clé d'une paix durable et de la reconstruction d'un pays détruit;

h) à veiller à ce que les opérations de soutien de la paix et les missions humanitaires s'accompagnent d'une campagne d'information pour expliquer à la population et aux belligérants les objectifs de l'intervention;

i) à s'efforcer de parvenir à une plus grande transparence, à de plus bas niveaux d'armement et à l'instauration de régimes de vérification appropriés, par le biais d'accords sur la maîtrise des armements, dans le but de renforcer les objectifs stratégiques de l'OTAN.

N. B. Traduzione non ufficiale**Risoluzione n. 280
sul nuovo concetto strategico dell'Alleanza (*)**

L'ASSEMBLEA,

1. Accogliendo con favore l'intenzione dell'Assemblea dell'Atlantico del Nord di presentare ai Capi di Stato e di Governo un Concetto Strategico aggiornato, in occasione del loro prossimo Vertice dell'aprile 1999, concetto che riconosce i profondi cambiamenti intervenuti nell'ambiente della sicurezza a partire dal 1991;

2. Guidata dalla visione che la NATO nel XXI secolo debba essere una forte alleanza politico-militare tra Stati sovrani il cui scopo sia quello di applicare la forza e la diplomazia alla difesa collettiva e alla promozione della sicurezza degli alleati, dei valori democratici, dello stato di diritto e della pace;

3. Tenendo presente che il nuovo Concetto Strategico deve riflettere la graduale trasformazione della NATO da una alleanza di difesa, che doveva affrontare e dissuadere la minaccia di attacchi massicci da parte di imponenti eserciti di carri armati e flotte di bombardieri, in una organizzazione di sicurezza in espansione che deve — oltre al persistente impegno centrale di difesa dell'alleanza — affrontare, in collegamento permanente con il Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite,

una vasta gamma di pericoli e rischi, quali i conflitti a bassa intensità alla periferia d'Europa, nonché crisi altrove che, sebbene distanti, possono prima o poi dirompere e colpire la sicurezza di alleati o dell'Alleanza nel suo insieme;

4. Consapevole del fatto che la NATO dovrà, inserita com'è in un sistema di istituzioni intrecciate, assumere sempre maggiori responsabilità per la sicurezza e la stabilità in Europa;

5. Decisi a proteggere la libertà, il patrimonio comune e la civiltà dei suoi popoli, fondati sui principi della democrazia, della libertà individuale e dello stato di diritto e a promuovere la stabilità ed il benessere nell'area dell'Atlantico del Nord;

6. Convinti che la NATO potrà assolvere a tale ruolo fondamentale come alleanza militare, che abbia la capacità di assicurare la pace in Europa e nelle aree adiacenti e che, in aggiunta, sviluppi una nuova dottrina di dissuasione contro i piccoli conflitti, la violenza interna, il terrorismo ed il genocidio, solo se la stretta cooperazione tra l'Europa ed il Nord America continuerà;

7. Riconoscendo che gli Europei debbono svolgere un ruolo maggiore nell'Alleanza, in particolare attraverso una graduale ridistribuzione delle responsabilità

(*) Presentata dalla Commissione difesa e sicurezza.

fra l'Europa e il Nord America nell'ambito delle strutture di comando dell'Organizzazione;

8. Augurandosi che la Russia accetti al più presto il ruolo stabilizzatore della NATO nell'architettura di sicurezza europea, nei cui confronti la Russia nutre un grande interesse, abbandoni *in toto* le sue radicate riserve e partecipi in pieno alle altre attività internazionali di sostegno della pace, sulla scia dell'incoraggiante esempio della SFOR e, più di recente, della missione di verifica OSCE in Kosovo;

9. SOLLECITA i governi ed i parlamenti dei paesi membri dell'Alleanza dell'Atlantico del Nord, nonché il quartiere generale della NATO a:

a) riflettere nel nuovo Concetto strategico dell'Alleanza i profondi cambiamenti intervenuti in Europa dal 1991, che hanno dissipato i potenziali rischi diretti per la sicurezza dell'Alleanza introducendo tuttavia rischi di diversa natura per la sicurezza collettiva;

b) assicurare che lo sviluppo della IEDS (Identità europea di difesa e sicurezza) nell'ambito NATO non conduca ad una duplicazione di strutture ed attività e non disperda le già esigue risorse, ma si concentri sull'obiettivo di rafforzare la *partnership* transatlantica incoraggiando gli europei a valutare i loro specifici requisiti di sicurezza e consentendo ai partner europei di offrire un contributo militare più coerente ed efficace alle missioni ed operazioni multinazionali;

c) chiarire che le azioni della NATO non vengano tenute in conto solo in occasione di conflitti in cui gli interessi di sicurezza dei membri della NATO siano in gioco direttamente, ma anche per proteggere vite umane, porre fine ai genocidi, arrestare le uccisioni di massa e consegnare alla giustizia i responsabili di tali atrocità laddove tale azione si renda necessaria per impedire l'insorgenza di minacce dirette agli interessi di sicurezza dei membri della NATO;

d) assicurare che la strategia della NATO e il posizionamento delle forze, sebbene adeguati alla difesa collettiva, riflettano l'obiettivo di proiettare la sicurezza e la stabilità in tutta Europa in cooperazione con gli altri paesi europei con i quali la NATO sta mettendo a punto un nuovo partenariato per la pace e la sicurezza;

e) armare e strutturare le forze NATO in modo tale che non siano solamente capaci di portare a termine in modo rapido ed efficiente le missioni di combattimento, ma che grazie ad una superiorità militare tangibile, una solidarietà internazionale credibile e una determinazione politica si dispieghi un effetto dissuasivo che scoraggi gli aggressori, i gruppi terroristi e le organizzazioni criminali dal continuare a condurre le loro attività;

f) lanciare una Iniziativa di Coalizione Tecnologica che fissi specifici requisiti quale parte dell'annuale processo di pianificazione di difesa NATO per identificare quelle tecnologie in fase di sviluppo che possano influenzare, positivamente o negativamente, la capacità delle forze alleate a lottare e lavorare insieme in futuro;

g) attrezzare ed addestrare le truppe in modo che in occasione di missioni di imposizione della pace le vittime tra i civili ed i danni collaterali possano essere evitati con ogni mezzo, e che nelle operazioni di mantenimento della pace la cooperazione civile-militare sia considerata come la chiave di volta verso una pace sostenibile e la ricostruzione di paesi distrutti;

h) assicurare che le operazioni di supporto della pace e le missioni umanitarie siano accompagnate da una campagna di informazione che spieghi alla popolazione ed alle parti in conflitto gli obiettivi dell'intervento;

i) perseguire una maggiore trasparenza, minori livelli di armamento e adeguati regimi di verifica tramite accordi sul controllo degli armamenti come mezzo per rafforzare gli obiettivi strategici della NATO.